

# AU CERCLE KARL MARX

Le 28 avril, au Cercle Karl Marx, Ernest Mandel, retour d'Extrême-Orient, parlait de la « Grande révolution culturelle » en Chine, de ses derniers développements, de l'entrée en action des masses prolétariennes avec leurs propres revendications, du tournant de la ligne maïstovskia vers la « triple alliance » qui s'ensuivit, des confirmations que ces faits apportent aux précédentes analyses des marxistes révolutionnaires. Cet exposé, enregistré et que nous publierons, était suivi avec attention par plus de 400 personnes. Avant que commence la discussion, Roger Poirier du Comité de Solidarité avec les victimes de la répression au Pérou, vint parler des nouvelles menaces qui pèsent sur Hugo Blanco, puis le débat fut ouvert.

Après un premier orateur, la parole fut donnée à S. Just de l'O. C. I. (lambertiste), qui commença un discours dément d'imprécations, d'injures et d'accusations délirantes complètement hors de sujet, à l'égard d'Ernest Mandel. La salle réagit vivement, par des rires d'abord, par des huées ensuite, et le président demanda à Just de bien vouloir quitter la tribune. Le sens de ce discours se révéla alors. Il s'agissait d'une provocation soigneusement organisée. Un commando d'une quarantaine d'individus groupé sur quatre des premiers rangs, se rua sur la tribune. Le service d'ordre, après une courte bagarre, parvint toutefois à expulser le commando et la séance se poursuivit sans que presque personne n'ait quitté la salle.

L'affaire est importante. Il s'agit là d'une escalade dans les méthodes de

gangstérisme d'un groupe en pleine dégénérescence politique. Aux violences verbales complètement incontrôlées, ont succédé les incidents de Liège, lors du rassemblement des jeunes contre la guerre du Vietnam et l'OTAN, puis les brutalités contre des militants isolés, à Paris et à Londres, maintenant ce groupe passe à des méthodes que nous n'avions connues dans le passé que de la part des staliniens et des fascistes. Il s'agit évidemment d'une réaction furieuse à la faillite politique de ce groupe dont la dernière déconvenue a été les résultats ridicules de sa campagne électorale. Jamais aucun groupe se réclamant du trotskysme n'a jeté un tel discrédit sur une cause qui est la nôtre. Il semble bien qu'un certain nombre de jeunes qu'il a abusés aient eu les yeux dessillés par l'opération déshonorante tentée au Cercle Karl Marx. Le président de séance avait rappelé en ouvrant la discussion que notre parti renouvelait sa proposition — faite à tous les courants du mouvement ouvrier, et en particulier à ceux se réclamant du trotskysme — d'organisation en commun de confrontations démocratiques sur quelque problème de l'heure ou théorique que ce soit. Ce n'est pas l'affaire du Cercle Karl Marx qui nous fera changer d'avis. Mais, en revanche, nous ne serons pas seuls à mettre au ban du mouvement ouvrier ceux qui en pourrissent les mœurs en adoptant des méthodes que le mouvement trotskyste a toujours combattues et qui font douter ou de la raison de ceux qui les utilisent ou de leurs mobiles.

# REUNION DU COMITE EXECUTIF DE LA IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE

Le Comité exécutif international de la Quatrième Internationale s'est réuni les 10, 11 et 12 mars 1967 à Stockholm. C'était la seconde session du C.E.I. depuis le 8<sup>e</sup> Congrès mondial de la Quatrième Internationale, tenu en décembre 1965.

Le Comité exécutif international a discuté un rapport sur la situation en Amérique latine et a décidé de lancer un appel à la solidarité avec les révolutionnaires boliviens en lutte contre la dictature militaire du général Barrientos.

Il a décidé de lancer également un appel pour amplifier la campagne de défense de Hugo Blanco et des autres victimes de la répression au Pérou.

Il a décidé enfin de convoquer une conférence des sections latino-américaines de la Quatrième Internationale.

Le C.E.I. a entendu et approuvé à l'unanimité un rapport sur la situation des organisations et groupes trotskystes en Asie. Il a enregistré avec satisfaction les progrès de la section indienne, et les résultats de la conférence commune organisée par les sections indienne et ceylanaise. Il a attiré l'attention de toute l'Internationale sur l'importance de l'évolu-

tion de la crise pré-révolutionnaire qui mûrit aujourd'hui dans le sous-continent indien.

Le C.E.I. a entendu et approuvé un rapport sur la crise politique en Chine, présenté par le camarade L. Maitan. Sur la base de ce rapport, il a entrepris de rédiger une résolution qui ouvrira la discussion sur la Chine dans le mouvement international. Cette discussion entre dans le cadre de la préparation du 9<sup>e</sup> congrès mondial de la Quatrième Internationale, qui se réunira en 1968.

Le Comité exécutif international a également approuvé le rapport d'activité du Secrétariat unifié, l'organisme dirigeant de la IV<sup>e</sup> Internationale entre deux sessions du C.E.I. Dans le cadre de ce rapport, il a appelé toutes les sections de l'Internationale à intensifier leur défense de la révolution vietnamienne, et leur lutte contre l'agression de l'impérialisme américain. La mobilisation internationale des forces appuyant la révolution vietnamienne est indispensable pour contrecarrer la pression de la bureaucratie soviétique en faveur d'un « compromis » non conforme aux intérêts de cette révolution.

## Le débat

### Unir - IV<sup>e</sup> Internationale

L'abondance des matières nous oblige à remettre à notre prochain numéro la publication des lettres qui nous sont parvenues à l'occasion de ce débat.

ABONNEMENT — 1 an : 10 F

● Sous pli fermé : 15 F

● De soutien : 20 F

C.C.P. Bouyer

15 285-16 Paris

Tous les jours ouvrables, de 15 heures à 19 heures une permanence est assurée dans nos locaux 21, rue d'Aboukir, PARIS-2<sup>e</sup> GUTemberg 06-57

# Le gaullisme se dégage du Parlement l'opposition est vouée au parlementarisme

Les spéculations allaient bon train, depuis quelques semaines, au sujet du renouveau du parlementarisme. De Gaulle y a mis fin sans trop de ménagements. Les pouvoirs spéciaux vont dessaisir l'Assemblée nationale, à peine entrée en fonction, de ses prérogatives en matière d'affaires économiques et sociales, brûlantes jusqu'en octobre ou novembre prochain. Le gouvernement appliquera par ordonnances des mesures très antipopulaires et s'attaquera notamment au statut de la Sécurité sociale. On ne sollicite, par définition, des lois d'exception que pour accomplir de mauvais coups.

Mais, au delà de ces mesures, le général veut mettre au pas le Parlement et sa propre majorité en proie à des dissensions croissantes. Il entend signifier qu'il gouvernera ce pays à sa discrétion, comme par le passé, et qu'il n'est pas disposé à partager ce pouvoir. On a cru, un peu vite, que le régime gaulliste en était à sa toute dernière heure. Bien qu'ébranlé et condamné à terme en raison de sa personnalisation, il est encore capable de se raidir, de se défendre, de se cramponner dans sa place forte que personne ne lui dispute sérieusement.

La composition du nouveau gouvernement Pompidou faisait déjà ressortir le peu de cas que faisait l'Elysée du corps électoral et de l'opinion publique de façon générale. La reconduction des principaux ministres contenait l'affirmation que tout continuerait comme auparavant quel que soit le choix des électeurs. Les ministres battus, Messmer et Couve de Murville, retrouvaient leurs portefeuilles. Frey quittait enfin l'intérieur, maintenant que l'affaire Ben Barka est bien enterrée, mais reste au gouvernement chargé — o ironie — des relations avec le Parlement. Il est remplacé par Fouchet qui lui dispute la palme de l'impopularité.

Quant à la renaissance du Parlement, les premiers débats de cette législature se situèrent à un niveau décevant, et prirent même par instants une tournure de « cirque » que vint couronner l'épisode lamentable du duel Defferre-Ribière. Il n'en faudrait pas beaucoup plus pour nourrir une nouvelle vague d'antiparlementarisme.

Mitterrand voulut se poser d'emblée en chef de l'opposition par un discours vide et tonitruant de vieux routier de la IV<sup>e</sup> République. Il eut mieux fait de laisser à d'autres le soin d'évoquer les truquages des scrutins dans les

territoires extra-métropolitains afin de ne pas se voir rappeler la manière dont il organisait les élections en 1951, lorsqu'il était ministre de la France d'outre-mer. On pourrait encore relever la désignation par la F.G.D.S. de Max Lejeune en tant que vice-président de l'Assemblée. C'est sans doute un poste peu important, mais on décèle, néanmoins, dans ce geste, la volonté de réhabiliter et de remettre en piste de sinistres individus.

C'est en pensant à l'après-gaullisme que de part et d'autre se préparent les formations politiques. Le grand homme de la relève réactionnaire, Giscard d'Estaing, a pour souci majeur d'éviter le vide politique, la grave crise qu'entraînerait le départ du Général. Il explore la voie difficile d'une transition en douceur, sans graves secousses pour le capitalisme français. Son influence s'étend déjà sur une frange de députés dits centristes et de parlementaires gaullistes. Son prochain objectif : regrouper cent députés. Il est condamné, pour l'instant, à s'incliner devant les ukases de de Gaulle dans la mesure où il ne peut se résoudre à voter contre le gouvernement en provoquant la dissolution de l'Assemblée et de nouvelles élections.

A gauche, les partis ont également pris conscience de la nécessité de faire face à une nouvelle situation. Une rencontre des chefs de file du P.C.F. et de la F.G.D.S. doit explorer prochainement les possibilités d'accords politiques plus étendus, sans qu'il soit encore question de véritable programme commun. Un échange de lettres particulièrement chaleureux Mollet-Waldeck Rochet vient d'avoir lieu en vue de la reprise prochaine du dialogue entre la S.F.I.O. et le P.C.F. sur « les voies de passage au socialisme dans les pays industrialisés » qui se déroulera maintenant face à face, autour d'une table, et non plus par voie de presse. C'est une manière de privilégier les relations entre socialistes et communistes par rapport aux autres partenaires de la F.G.D.S. et de hausser l'autorité de Guy Mollet.

Avant même que ne s'engagent les discussions avec la F.G.D.S., le P.C.F. s'efforce d'offrir un maximum de gages. Les propos rassurants de Waldeck Rochet en réponse à l'article de Christian Pineau ont été fort remarqués. Le P.C.F. a donc le souci de préserver une « économie saine » et d'éviter toute inflation. On sait ce que parler veut dire. Il s'agit en l'occurrence de

l'économie capitaliste et des luttes revendicatives. La promesse de W. Rochet, c'est de préserver pour l'essentiel le cadre établi et de limiter, de freiner les luttes.

Ce même désir de « coller » à la F.G.D.S. conduit le P.C.F. à limiter le combat contre l'agression américaine au Vietnam en empêchant la création d'un large front anti-impérialiste susceptible d'engager des actions de vaste envergure. Le P.C.F. n'accorde aucun soutien sérieux au « tribunal Russel » qui inquiète tant la diplomatie américaine et qui soulève le plus grand intérêt des communistes vietnamiens. Il a tout fait pour limiter la campagne en faveur du Vietnam et s'emploie maintenant à faire cesser l'activité de ce mouvement. L'appel des Etats Généraux pour la paix au Vietnam évite soigneusement de mettre en cause l'impérialisme américain et s'adresse « à tous les Français épris de justice et de paix ». C'est, en somme, une nouvelle recherche d'union nationale qui laisse dans l'ombre le véritable caractère de guerre contre-révolutionnaire du conflit vietnamien.

En dépit de cette concession, la F.G.D.S. et particulièrement la S.F.I.O. refusent de s'associer aux « Etats Généraux » tout comme elles ont refusé de se joindre au mouvement de protestation contre la visite de Humphrey à Paris. L'Humanité passe naturellement sous silence ce comportement pro-américain au nom de l'intérêt unitaire. Le P.C.F. préfère réserver ses coups aux jeunes militants anti-impérialistes qui manifestent leur soutien inconditionnel à la cause vietnamienne.

La Fédération de la gauche démocrate et socialiste a décidé pour sa part de procéder à un resserrement de ses structures. Un bureau politique doit être créé dans les prochains jours. Des décisions importantes doivent intervenir en octobre. Les tirages et les tensions au sein de cet agglomérat ne sont pas moindres aujourd'hui qu'auparavant. Mais le résultat des élections condamne les parties contractantes à rester unies et à pousser plus avant leur fusion afin de permettre un large recrutement. L'objectif est de pouvoir concurrencer le P.C.F. et de retourner le rapport des forces qui, depuis 1936, est défavorable aux socialistes. Il est, dans un second temps, d'utiliser le P.C.F. comme force d'appoint afin de traiter en position de force avec des réactionnaires du type Lecanuet ou

autres. On arriverait ainsi, sensiblement, au même résultat que celui que voulait Defferre, qui avait le tort de vouloir aller trop vite et trop loin et d'abattre trop tôt l'ensemble de son jeu.

Les dernières élections ont montré aux leaders de la F.G.D.S. d'où soufflait le vent. Des années de pouvoir réactionnaire et les choix tactiques de de Gaulle poussent à une forte polarisation à gauche et à un vaste sursaut populaire. La F.G.D.S. doit se placer dans ce courant si elle veut pouvoir coiffer, ensuite, la vague montante afin de la canaliser vers des horizons plus calmes. Ce type de situation est bien connu maintenant et a reçu maintes applications.

Ce qui est assez nouveau, par contre, c'est la complaisance que manifeste le P.C.F. à l'encontre d'une opération d'intégration de certains courants du mouvement ouvrier avec des forces bourgeoises liées au capitalisme telles que les radicaux et certains conventionnels. Waldeck Rochet a finalement autant contribué que Mollet lui-même au développement de la F.G.D.S. par le soutien sans réserve accordé à Mitterrand aux présidentielles, et les faveurs particulières gratifiées aux conventionnels lors du second tour des élections législatives. C'est une singulière conception de l'unité.

Les dirigeants du P.S.U. favorables à l'entrée dans la F.G.D.S. ont cru que le moment était venu de lancer leur offensive. Un congrès fixé à la fin de juin doit trancher cette question. Certains de ces dirigeants développent ouvertement leur pensée (Béregovoy), d'autres l'exposent en termes plus circonstanciés (Martinet), d'autres, enfin, poussent activement en direction de la F.G.D.S. tout en affirmant à une base réfractaire que telle n'est pas leur volonté (Poperen). La duplicité de ces derniers est particulièrement nocive et révoltante.

Le courant favorable à l'entrée dans la F.G.D.S. est assez fort au sommet mais rencontre une très large résistance à la base. Le résultat du Congrès reste donc assez incertain et dépend pour beaucoup de la détermination dont feront preuve les adversaires de la F.G.D.S. De toute manière le P.S.U. échappera difficilement à l'éclatement et son existence devient fort précaire.

Le P.C.F. remplit, là encore, un rôle négatif qui tend à favoriser en toute occasion la F.G.D.S. aux dépens du P.S.U.

Gérard DARMON.